

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : AUTORISATION DE VOIRIE RÉGLEMENTATION STATIONNEMENT - DÉMÉNAGEMENT

Le Maire de la Commune de MIREVAL

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R417- 10 10°, R325-12 à R325-46, R411-21-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L2212-2 et L2213-1 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Considérant la demande de Madame JOUCLA Morgan demeurant 25 rue Frederic Mistral à Mireval (34110) qui souhaite organiser son déménagement, par son garage situé avenue du Poilu, **le 01/04/2023 de 8h à 18h.**

Considérant qu'il est nécessaire, pour la mise en place du déménagement et pour éviter tout accident, de réglementer le stationnement,

ARRÊTE

Article 1 : Le stationnement est interdit devant le 20B avenue du Poilu à Mireval (34110), le 01/04/2023 de 08h00 à 18h00.

Article 2 : Autorise Madame JOUCLA à procéder à son déménagement, à stationner les véhicules de déménagement devant le 20B avenue du Poilu et devant sa porte de garage entre le n°5bis et la croix avenue du Poilu à Mireval (34110), le 01/04/2023 de 08h00 à 18h00.

Article 3 : Le permissionnaire s'engage à informer les riverains et à leur faciliter l'accès.

Article 4 : Signalisation des chantiers : Les permissionnaires ont la charge de la signalisation de leur chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (Intérieur, Travaux Publics) sur la signalisation routière. Ils sont responsables des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Une signalétique est mise à disposition par les services techniques de la commune, sur le site. **Il reste à la charge du demandeur de la mettre en place et de la retirer, le jour concerné.**

Article 5 : Le non-respect des dispositions citées au présent arrêté expose son contrevenant aux sanctions prévues par le Code de la Route et notamment la mise en fourrière immédiate du véhicule en infraction.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services, le Chef de Police Municipale, le Responsable des Services Techniques et le Commandant de Brigade de la gendarmerie de Villeneuve les Maguelone sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Affiché le 28/03/2023

Mireval, le 28 mars 2023

**Le Maire,
Christophe DURAND,**

